


NOUVELLE-CALÉDONIE

Chef de file : Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

 14 partenaires dont 1 collectivité

 Transition écologique et énergétique

 Littoral, Outremer

 269 000 personnes concernées



AMBITION

Les acteurs calédoniens (institutionnels, acteurs privés dont start-ups, clusters et société civile) portent aujourd'hui l'ambition collective de transformer le modèle de développement de la Nouvelle-Calédonie, territoire unique dans l'espace français par sa dimension maritime et son exceptionnelle biodiversité. Pour ce faire, ils souhaitent faire de la préservation de la biodiversité l'un des moteurs de croissance locale.

Grâce à l'effet levier de « Territoires d'Innovation » et la dynamique engagée, la Nouvelle-Calédonie constituera dans 10 ans le berceau de l'expertise et de l'expérimentation en matière d'observation océanique et de sa préservation. Le budget prévisionnel du projet atteint 72 M€.



OBJECTIFS STRATÉGIQUES

- Tester puis déployer sur l'ensemble de l'océan Pacifique des outils mis au point au cœur de l'espace maritime calédonien telles que le premier câble sous-marin intelligent, les flottes de drones sous-marin ou encore les sentinelles de la mer « Rémora » ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux usages comme le tourisme virtuel en s'appuyant sur le dynamisme de la filière numérique allié à la politique d'ouverture des données ;
- Structurer davantage la filière des biotechnologies, au même titre que d'autres filières économiques alliant préservation et valorisation de la biodiversité, portée par des start-ups locales ;
- Impliquer les calédoniens dans cette transition.

IMPACTS À HORIZON 2030

- **Augmenter** le nombre d'entreprises privées impliquées dans le projet ;
- **Faire** de la Cité de la connaissance un lieu de rencontre et de découverte de la biodiversité calédonienne ;
- **Mettre en place** une gestion globale des déchets et de circuits courts grâce à l'implication des calédoniens dans cette transition.

6,1
M€

Montant prévu
de subvention
par l'État (PIA)

8,7
M€

Potentiel
d'investissement
par l'État (PIA)